

Au cœur du plan américain, ces territoires ukrainiens que la Russie revendique

Donald Trump pousse un plan en 28 points, discuté avec la Russie, pour obtenir la fin de la guerre en Ukraine. La Maison-Blanche comme le Kremlin espèrent obtenir une reddition de l'Ukraine sur certains territoires de l'est du pays.

■ Article réservé aux abonnés



Des militaires des forces armées ukrainiennes, près de la ville de Kostiantynivka, située en première ligne dans la région de Donetsk. - REUTERS.



Journaliste au pôle International

Par **Véronique Kiesel** ([/9430/dpi-authors/veronique-kiesel](https://www.lesoir.be/9430/dpi-authors/veronique-kiesel)).

Publié le 21/11/2025 à 18:57 | Temps de lecture: 1 min

Depuis 2014, et encore plus après le début de son offensive en 2022, la Russie a conquis des pans entiers du territoire ukrainien – près de 20 % de sa superficie – qu'elle occupe et administre à sa façon. Elle les revendique, en version augmentée, voulant forcer Kiev à lui lâcher aussi des zones toujours contrôlées par l'Ukraine comme étant des parties intégrantes de

la nation russe. Le sort de ces régions est un des points importants du plan russo-américain en 28 points. Donald Trump a donné jusqu'à jeudi à Volodymyr Zelensky pour répondre à ce « plan de paix ».

Selon des sources sécuritaires anonymes citées par l'agence Reuters, les Etats-Unis menaceraient de couper l'accès aux renseignements et aux armes américaines à Kiev. Une menace prise au sérieux par le président ukrainien Volodymyr Zelensky qui prédit des « temps difficiles » au pays. Il proposera « des alternatives » au plan russo-américain, sans « trahir » son pays, a-t-il promis.



Le Soir.

Ce dernier prévoit que la « Crimée, Louhansk et Donetsk seront des territoires reconnus, y compris par les Etats-Unis, comme *de facto* appartenant à la Russie. Kherson et Zaporijia seront gelées le long de la ligne de front actuelle, ce qui signifiera une reconnaissance *de facto* le long de cette ligne. La Russie renoncera aux autres territoires qu'elle contrôle en dehors de ces cinq territoires. Les forces ukrainiennes se retireront de la partie de l'oblast de Donetsk qu'elles contrôlent actuellement, qui sera ensuite utilisée pour créer une zone tampon. » Tour d'horizon de ces zones, diversement stratégiques.



Le Soir.

Le Donbass

Longtemps, le Donbass, composé des oblasts (zones administratives) de Louhansk et Donetsk, a été présenté comme « le cœur industriel et minier de l'Ukraine ». Avant que le pouvoir russe n'y téléguide en 2014 la création de deux « républiques populaires » qu'il a ensuite reconnues, le Donbass, qui ne représente que 9 % du territoire ukrainien, abritait 15 % de sa population et fournissait 25 % des exportations de l'Ukraine. La guerre menée par la Russie a totalement bouleversé cet équilibre.

C'est actuellement la région la plus largement occupée militairement par la Russie : l'entité de Louhansk l'est à 99 %, et celle de Donetsk à près de 75 %. Et les deux capitales régionales, Louhansk et Donetsk, ont échappé au contrôle de Kiev depuis 2014 : d'abord occupées par les « séparatistes prorusses », elles sont depuis 2022 occupées par les forces russes.

« Certains évoquent dans ce conflit une rationalité économique qui n'existe pas : envahir l'Ukraine s'est révélé être une opération extrêmement coûteuse », explique Alexandra Goujon, politologue, maître de conférences à l'Université de Bourgogne, spécialiste de l'Ukraine. « Et le potentiel économique du Donbass d'avant-2014 est très largement réduit. Dans la région de Donetsk, des fleurons industriels comme Azovstal, à Marioupol, un des epicentres de la résistance ukrainienne, ont été totalement détruits. Alors qu'il y a des régions beaucoup plus riches en Russie, Moscou se retrouve là avec des territoires conquis mais en ruine et largement dépeuplés. »



Alexandra Goujon, maître de conférences à l'Université de Bourgogne, spécialiste de l'Ukraine. - D.R.

”

Certains évoquent dans ce conflit une rationalité économique qui n'existe pas : envahir l'Ukraine s'est révélé être une opération extrêmement coûteuse

Alexandra Goujon, Maître de conférences à l'Université de Bourgogne, spécialiste de l'Ukraine

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, répète des arguments historiques, démographiques, arguant que la Russie n'a agi que pour protéger les populations russophones dangereusement menacées par le nationalisme du pouvoir ukrainien. « C'est le narratif de Moscou, sa justification », reprend Alexandra Goujon, par ailleurs autrice de *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (Ed. Le cavalier bleu). « Mais, en réalité, il s'agit surtout pour Moscou de revenir à la période impériale, à la grandeur de l'URSS, et de reprendre le contrôle de l'Ukraine, ou au minimum, puisqu'elle résiste, de la dépecer. Et puisque, dans la région de Donetsk, les Russes peinent à encore progresser militairement, ils se disent qu'ils pourraient plus facilement contrôler tout le Donbass par des voies diplomatiques, via un accord de paix, si jamais l'Ukraine venait à abdiquer sur ce point... »

Le Kremlin exige notamment que l'Ukraine cède à la Russie la zone qu'elle ne contrôle pas encore dans la région de Donetsk ce qui, comme l'explique [l'Institute for the Study of War](https://www.understandingwar.org/background/critical-importance-ukraine%E2%80%99s-fortress-belt-donetsk-oblast) (<https://www.understandingwar.org/background/critical-importance-ukraine%E2%80%99s-fortress-belt-donetsk-oblast>), « contraindrait l'Ukraine à abandonner sa “ceinture fortifiée”, principale ligne défensive de l'oblast de Donetsk depuis 2014, que les forces russes n'ont pas été en mesure d'encercler ou de percer rapidement. Longue de près de 50 kilomètres, cette ligne défensive est devenue l'épine dorsale de la résistance ukrainienne dans le Donbass. Depuis plus d'une décennie, Kiev y investit sans relâche ses ressources, consolidant les positions, érigeant des infrastructures militaires et industrielles et transformant les quatre villes qui en font partie en véritables bastions face à l'offensive russe ». Une forteresse précieuse que Kiev ne veut évidemment pas abandonner à l'ennemi.

Zaporija

L'oblast de Zaporija abrite, à Enerhodar, la plus grande centrale nucléaire d'Europe qui, avant l'invasion russe de février 2022, fournissait via l'opérateur ukrainien Energoatom 20 % de l'électricité ukrainienne. Les forces russes, qui contrôlent environ les deux tiers de la région mais pas sa capitale, Zaporija, ont pris la centrale dès le début du conflit. Même si elle a été mise à l'arrêt, elle reste proche de la zone de combats et les deux camps s'accusent mutuellement de mettre en danger sa sécurité. Le plan russo-américain prévoit que la centrale « sera mise en service sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et l'électricité produite sera répartie à parts égales entre la Russie et l'Ukraine (50-50) ».

Une prise qui peut sembler stratégique pour la Russie. « Certes, contrôler une telle centrale nucléaire, c'est potentiellement bénéfique à l'occupation », decode la politologue Alexandra Goujon. « Mais, vu ses capacités économiques, la Russie n'a pas réellement besoin de cette centrale. Et tant qu'il y a des bombardements et que la situation sécuritaire est flottante, il n'est pas possible de l'exploiter. En réalité, Moscou veut surtout priver Kiev de cette source majeure d'électricité, punir l'Ukraine rebelle en lui enlevant, là aussi, du potentiel économique. »

Kherson

La région méridionale de Kherson, riche berceau agricole, avait été, au début de la guerre, en 2022, quasi entièrement occupée par les forces russes qui y voyaient un très stratégique « pont terrestre » vers la presqu'île de Crimée. Il s'agissait aussi pour Moscou de rouvrir le robinet du canal de Crimée, qui approvisionnait en eau la presqu'île avant que Kiev ne ferme le robinet en 2014 suite à l'annexion de la Crimée.

En novembre 2022, les forces ukrainiennes ont mené une vaste contre-offensive qui a permis de libérer la ville de Kherson. La capitale de l'oblast est traversée par le fleuve Dniepr, qui fait office de rempart naturel entre la partie occupée par les militaires russes au sud et la rive nord contrôlée par Kiev.

« Les forces russes ont lâché Kherson parce que la position était trop difficile à tenir, mais elles continuent à la bombarder par des drones à charges explosives qu'elles envoient sur l'autre rive du Dniepr. Pour les habitants de la ville, la

menace est permanente », commente Alexandra Goujon. L'oblast de Kherson est actuellement contrôlé aux deux tiers par la Russie.

En juin 2023, les deux camps se sont mutuellement accusés d'avoir détruit l'immense barrage hydroélectrique de Kakhovka datant de l'époque soviétique, qui était aux mains des Russes depuis l'année précédente. L'explosion avait provoqué de gigantesques inondations et d'importants déplacements de population, bouleversant l'écosystème d'une vaste région, dont Moscou entend obtenir le contrôle.

La Crimée

Après avoir appartenu pendant 23 ans à l'Ukraine indépendante, cette presqu'île touristique et vinicole, occupée au fil de millénaires par toute une série de colonisateurs, avait été annexée par Moscou en 2014 « sans tirer un coup de feu », selon la propagande russe. L'armée russe, il est vrai, y occupait une importante base navale en mer Noire que Kiev avait accepté de lui louer.

”

Contrôler l'ensemble de la Crimée, pour Moscou, c'était sécuriser une base essentielle pour la flotte russe... et cesser de devoir en payer la location

Alexandra Goujon, Maître de conférences à l'Université de Bourgogne, spécialiste de l'Ukraine

« Il s'agit de la région la plus stratégique pour la Russie », confirme Alexandra Goujon, spécialiste de l'Ukraine. « Contrôler l'ensemble de la Crimée, pour Moscou, c'était sécuriser une base essentielle pour la flotte russe... et cesser de devoir en payer la location. »

En 1997, la Russie avait conclu avec l'Ukraine un accord de partage de la flotte de la mer Noire. Selon le traité signé cette année-là, la base navale de la marine russe en mer Noire restait à Sébastopol, au sud de la Crimée, grâce à un bail de 20 ans signé par Kiev et Moscou, courant jusqu'en 2017.

Des accords signés en avril 2010 entre la Russie et l'Ukraine avaient réglé de nouvelles conditions d'utilisation du port de Sébastopol : en plus des 8 millions de dollars de loyer annuel payés à l'Ukraine depuis 1997, la Russie s'engageait à livrer à Kiev du gaz à un tarif préférentiel, inférieur de 30 % au prix normal. Et *in fine* les forces russes avaient reçu l'assurance de pouvoir y rester jusqu'en 2047.

En 2014, le Kremlin avait utilisé la révolution de Maïdan, pro-occidentale, et la fuite du président Ianoukovytch, considéré comme proche de Moscou, comme prétexte pour prendre le contrôle de la Crimée. Depuis, les Russes ont toujours refusé de discuter de cette annexion, qu'ils considèrent comme acquise. Leur objectif actuel, c'est qu'elle soit enfin reconnue internationalement. Par les Occidentaux – Donald Trump serait prêt à la faire –, mais aussi par l'Ukraine.

« Or Zelensky, revendique toujours la Crimée comme étant ukrainienne », poursuit Alexandra Goujon. « En 2021, il avait organisé à Kiev une grande plateforme pour la Crimée regroupant une quarantaine de chefs d'Etat avec un programme de désoccupation de la Crimée. Et chaque année, l'Ukraine célèbre la fête du drapeau tatar de la Crimée. »

Le pont qui relie la Crimée à la Russie, le plus long d'Europe avec ses 18 kilomètres, fièrement inauguré par Moscou en 2018, est régulièrement attaqué par les forces ukrainiennes qui réussissent parfois à forcer une fermeture temporaire de cette infrastructure incarnant la mainmise russe sur la presqu'île. Et l'armée ukrainienne a également, à plusieurs reprises, frappé durement navires militaires et infrastructures navales russes en Crimée contraignant une grande partie de la flotte militaire russe à devoir s'abriter dans d'autres ports : c'est un des grands paradoxes de l'offensive lancée par la Russie en 2022 pour soi-disant sécuriser ses positions...